LE COMBAT DES CHEFS TRADITIONNELS CONTRE LE MARIAGE DES ENFANTS

Parmi les filles dont le mariage a été annulé, il y a aujourd’hui celles qui sont en classe de première, d’autres ont fini le cycle secondaire. Nous avons mis fin au mariage des enfants”, s’est réjoui l’honorable Sarkin Adar Yacouba Habibou Oumani.

A Iliéla dans la région de Tahoua, l’on ne parle plus du mariage des enfants. Et pour cause le chef de canton a trouvé la réponse pour mettre fin au mariage des enfants. L’honorable Sarkin Adar Yacouba Habibou Oumani a interdit dans sa juridiction le mariage des enfants à travers une lettre circulaire notifiée au 272 chefs de villages que compte le canton

A cette date une quarantaine de mariage d’enfant ont été annulés

Plusieurs chefs de cantons ont des initiatives communautaires qu’ils sont en train de mettre en œuvre. On peut citer entre autres, une mesure de mil pour sauver des vies du chef de canton de Tessaoua, les comités de veilles sur le mariage des enfants de Tagazar, Karma et Mirriah etc....

Actuellement, ce sont 91 plans d’actions cantonaux qui sont en train d’être mis en œuvre par les chefs traditionnels.

Nous y reviendrons dans le prochain numéro.
Inauguré par le Président de la République, Chef de l’État, Son Excellence, Monsieur Mohamed BAZOUM pour marquer l’importance de l’événement, le symposium pour la mobilisation des leaders traditionnels est aussi une affaire qui implique le Fond des Nations Unis pour la Population (UNFPA) à très haut Niveau. A ce titre, la Directrice Exécutive Adjointe de l’UNFPA Dr DIENE KEITA fait le déplacement de Niamey.

Au niveau de la Sous-Région Afrique de l’Ouest et du Centre, Mme Argentina Matavel, Directrice Régionale de l’UNFPA et son équipe technique prennent part aux activités pour appuyer l’équipe du bureau pays du Niger galvanisée depuis plusieurs mois sous le leadership du Représentant Résident, M. Ismaila MBENGUE.

La considération au plus haut niveau de cet événement traduit l’appui de l’UNFPA à l’État du Niger dont l’ambition du Chef de l’État est de promouvoir une bonne gouvernance et repenser radicalement le système éducatif dans l’optique de faire des actifs démographiques des dividendes économiques.

Cette politique prônée par le Chef de l’État n’aurait trouvé une traduction tangible à l’échelle du pays sans l’implication des gardiens des considérations socio-culturelles et des défenseurs des percepts religieux.

D’où l’importance du symposium dont l’objectif principal est de promouvoir le partage d’expérience et le renforcement des capacités mutuelles des chefs traditionnels et religieux en vue de renforcer la culture et l’appropriation des pratiques en faveur de la capture du dividende démographique.

Durant deux (2) jours, chefs traditionnels, leaders religieux, responsables politiques, scientifiques et experts identifient les stratégies avérées faisant des chefs traditionnels des acteurs de changement dans leurs communautés respectives. Du point de vue méthodologique, le symposium s’articule autour des séances plénières animées par des panélistes de haut rang (1), des groupes de travaux conduits par des experts (2) et enfin, de la facilitation des travaux par des facilitateurs nationaux internationaux (3) dans l’optique promouvoir les bonnes pratiques susceptibles de passer à l’échelle.

Ce premier numéro du bulletin d’information du symposium que vous tenez entre les mains, donne un aperçu sur les positions des personnalités et experts précités, tant sur les plans politique, religieux, scientifique que socio-culturel. Mais aussi sur les pratiques prometteuses des chefs traditionnels et des dispositifs de protection des victimes mis en place par les services de la Police et de la Gendarmerie.

"...Si je considère le défi de l’éducation comme notre plus grand défi c’est parce que je sais que le faible taux de scolarité et le taux élevé des échecs scolaires ont pour effet de priver des contingents très nombreux d’enfants et de jeunes de réelle chance d’éducation. C’est cette situation qui explique les mariages précoces des jeunes filles (77% sont mariées avant 18 ans, 28% avant 15ans), la forte prévalence de la polygamie ainsi que la faible prévalence de l’utilisation des contraceptifs. Avec un taux de fécondité synthétique de presque 7 enfants par femme nous battons le record mondial en la matière. Avec un taux de croissance démographique de 3,9% par an nous sommes le pays où la population croît le plus vite au monde. Nous sommes dans le coup dans un cercle vicieux : plus nous faisons d’enfants moins nous sommes capables de les éduquer, moins nous les éduquons plus ils feront des enfants à leur tour, facteurs dans notre contexte socioéconomic de retard de développement et de croissance..."

Extrait du discours d’investiture du Président de la République (2 avril 2021)

La participation de Mme Diène Keita à ce symposium se veut à la fois un appui au Niger et une reconnaissance à l’endroit de l’ACTN avec laquelle l’UNFPA collabore depuis 2012, sur la scolarisation de la jeune fille, la lutte contre le mariage des enfants, les violences basées sur le genre, la réduction de la mortalité maternelle et la planification familiale sur lesquelles des progrès importants ont été obtenus. Ce symposium est une opportunité pour l’UNFPA et l’ACTN de prendre des nouveaux engagements.

En marge du symposium, Mme Diène Keita sera reçu par le Président de la République, S.E.M Mohamed Bazoum et effectuera de visites de terrain, au cours desquelles, elle échangera directement avec différents acteurs et bénéficiaires des programmes de l’UNFPA.

Espacement des naissances et Islam : l’expérience du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques du Tchad (CSAI) partagée par son 1er vice-président, Cheikh Abdadayim Abdoulaye Ousaman

Se prononçant sur l’espacement des naissances dans les préceptes de l’Islam, Cheikh Abdadayim se réfère à la Sourate Al-Bakra (S2/V233). Concrètement, au TCHAD le CSAI promeut l’espacement des naissances (de 30 à 42 mois), sensibilise les femmes sur la santé reproductrice à travers son le réseau des femmes prédicatrices (émissions à la Radio du CASAI, cours et jours de vérité dans les madrasas...). Le CSAI dispose aussi d’un centre de santé en son sein où pratiquent les Consultation Prénales (CPN)

Islam et mariage des enfants : le point de vue de Dr Hamid Mouhamad Abdourahman Abou Talib, ancien recteur de la faculté des sciences juridiques de l’université Al Azhar d’Egypte

Selon Oustaz Hamid, le mariage des enfants n’est pas une bonne pratique eu égard à ses conséquences notamment sur l’éducation et la santé de la jeune mariée avant l’âge légal. Cet âge « fait l’objet d’un débat en se référant au mariage scellé entre le Prophète Mohamet (PSL) et Aïcha », considéré par Dr Hamid comme une exception accordée au prophète (PSL) « en se rapportant aux Hadith authentiques, Muslim ». En un mot, Oustaz Hamid récuse la pratique à notre époque

Désormais un cadre de partenariat existe entre des institutions et l’UNFPA, en vue de prendre à bras le corps la lutte contre les Violences Basées sur le Genre. L’objectif consiste à collecter, partager les données afin de mieux servir les survivantes de Violences Basées sur le Genre et également aider les responsables à la prise des décisions éclairées pour contribuer à l’élimination du phénomène au Niger.

Après le partenariat liant l’Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN) dans le cadre de la lutte contre le mariage des enfants, la scolarisation de la jeune fille et le planning familial, la gendarmerie et à la police nationale s’allient à l’UNFPA pour mener ensemble une croisade contre les Violences Basées sur le Genre (VBG).
SYMPOSIUM
DES CHEFS TRADITIONNELS

Pour l’amélioration du bien-être des populations du Niger

1. Mettre Fin au Mariage des enfants
2. Scolarisation et maintien de la jeune fille à l’école
3. Repositionner la planification familiale pour le bien-être de la famille

TOUS MOBILISÉS AUTOUR DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE